

Solidaires finances devant les attermolements de l'État s'agissant du prélèvement à la source a engagé une réflexion sur la considération des agents de la DGFIP et plus largement du ministère des Finances. Depuis de nombreuses années, l'entassement des réformes est inversement proportionnel à la reconnaissance des agents du ministère. Au-delà de ce constat, les conditions de travail se dégradent et de nombreux agents ont des difficultés pour assimiler tous ces changements.

En avant-propos, nous avons donc alerté les deux directeurs présents sur les perspectives qui se présentent aux agents dont eux-mêmes dans les mois à venir. La conscience professionnelle a permis jusqu'à maintenant de maintenir à flot de nombreux services. Cette conscience permettait de tenir et d'accepter de nombreux changements. La démotivation grandissante, renforcée parfois par des attitudes managériales d'un autre temps, annonce-t-elle la fin de nos administrations telles que nous les connaissions ?

Dans tous les cas, il devient utopique de parler de bien-être au travail.

Examen des sources d'identification des risques

- visites ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail)

DDFIP

Suite aux visites des trésoreries de La Chambre et d'Aiguebelle, en date du 13 mars 2018, l'ISST a produit des rapports et les a fournis à la DDFIP. Les réponses de la DDFIP devront être traitées lors du prochain chsct.

Douane

Egalement dans l'attente de réponse de l'administration au rapport rendu par l'ISST suite à la visite de la DR des Douanes datant du 16/01/2018. Sur ce site, une expertise sécurité incendie sera réalisée par Veritas pour le second étage. Solidaires Finances attendra ses conclusions avant d'engager toute action.

- registres santé et sécurité au travail (RSST)

DDFIP

Aucun document de la part de la DDFIP à notre surprise compte tenu des remontées faites à notre organisation. Nous avons une nouvelle fois déploré le fonctionnement approximatif du nouveau système qui ne permet pas aux organisations syndicales d'avoir accès directement aux observations inscrites sur les registres.

Sites de Montmélian et Aix les Bains : la médecin de prévention, Mme Veyrat, est intervenue pour mettre en avant les difficultés liées aux fortes chaleurs.

Une réflexion, déjà engagée lors de précédents CHSCT, est prolongée pour l'identification sur les sites non climatisés (tous sauf Direction à notre connaissance) de zones où la température est la plus élevée.

Il est convenu de trouver des solutions adaptées ... mais avec quels moyens ?

L'antenne immobilière peut être consultée pour des conseils techniques.

Douane

Site de Modane fer : la Direction des Douanes est toujours en attente d'un contact avec la SNCF concernant l'aménagement des locaux.

Site de Grenoble, bureau : Concernant la cloison, une réflexion est engagée sur l'opportunité de réorganiser les services. De même, pour la demande sur la protection attentat, des contacts ont été pris pour faire établir des devis.

De manière générale, l'équipement en pneus hiver a été longuement évoqué avec les interventions du chef du PLI. Malgré le désir argumenté de Solidaires Finances et des acteurs de prévention (ISST et MP)

d'équiper tous les Véhicules de service de la DR en pneus hiver, le chef du PLI a maintenu sa volonté de n'équiper que les véhicules de Modane et Chamonix avec pour seuls arguments une conduite « prudente » adaptée aux conditions climatiques et la réduction des coûts. Solidaires Finances dénonce cette vision de la DI en mettant en avant les risques encourus l'hiver pour toutes les brigades de la DR pour une simple économie de 4 jantes en tôle. Solidaires Finances ne manquera pas de rappeler la responsabilité de ces donneurs d'ordre en cas d'incident.

Par ailleurs, déplorant l'équipement en dotation uniquement collective de sifflets et gilets multipoches, sous l'impulsion de Solidaires Finances, un cofinancement, en accord avec le PLI, a été acté pour doter individuellement chaque agent de gilet. Une première partie sera financée en 2018 sur le budget du CHSCT et le complément en 2019 par la DI qui s'engage aussi à acheter des sifflets pour les agents non équipés.

- Accident de Travail (AT) :

DDFIP

Concerne essentiellement des accidents de trajet domicile-travail.

Le médecin de prévention a insisté sur l'importance de faire un examen médical après chaque accident.

Les agents peuvent passer à côté de conséquences. Il ne faut pas minimiser l'accident subi.

Le nombre important d'AT sur les trajets domicile/travail interroge sur les conséquences des fermetures de site et l'éloignement imposé aux agents entre leur domicile et leur lieu de travail.

- Exercices d'évacuation

Site Moûtiers : l'ISST a insisté sur l'intérêt d'un déclenchement manuel de l'alarme. Le problème du faible signal sonore est à lever très rapidement.

A la lecture du compte rendu, il est nécessaire de refaire un point sur les consignes de sécurité et l'utilisation des issues de secours. Il est conseillé de réaliser l'exercice avec la présence d'un professionnel. Solidaires Finances a suggéré de le réaliser lors de la présence du public et en dehors des périodes de congé. La période septembre-octobre, avec les nouveaux arrivants sur chaque site, semble plus appropriée.

- fiches de signalement

De façon générale, Solidaires Finances relève que les fiches de signalement sont détournées de leur objet en servant à régler des conflits personnels ou utilisées comme outil de management.

DDFIP

Site de Chambéry Bassens, le contribuable en récidive a fait l'objet d'un signalement au procureur de Chambéry. La fiche sera traitée lors du prochain CHSCT.

Douane

Bureau de Grenoble : Solidaires Finances dénonce la non équité de traitement des fiches de signalement, plus de 4 mois pour l'une et à peine un mois pour les autres, ainsi que l'utilisation des fiches de signalement comme droit de réponse. Notre OS a interpellé le DR sur les conditions de reprise sans accompagnement d'une agente suite à son arrêt, et a fait valoir ses droits (charge de travail adapté e à son temps de travail et le non suivi des recommandations du médecin de prévention en matière de télétravail). Le DR estime le problème réglé avec l'arrivée de nouveaux encadrants et étudie la réorganisation du service. A suivre...

Budget 2018

DDFIP

- A l'initiative du médecin de prévention, accord pour l'achat de climatiseurs mobiles dans l'attente des travaux du CHSCT relatifs aux fortes chaleurs ;
- achat d'un bureau spécifique pour agent de grande taille ;
- validation pour le contrôle des aérations du site de Barberaz ;
- accueil Aix les Bains, toujours dans l'attente de la communication du projet complet et du devis pour permettre une prise de décision.

Site de Barberaz – problème éclairage – suites analyse technique pôle ergonomie :

3 constats :

- 1- les locaux sont au 1^{er} étage, cela peut jouer sur éclairage naturel, fenêtres teintées, présence d'arbres ;
- 2- profondeur des espaces bureau, les bureaux sont soit trop près soit trop loin de la source de lumière naturelle ;
- 3- bureau à moins 1,5 m des fenêtres (luminosité forte), stores installés de couleur noire réduisant la luminosité.

Limites des pavés LED installés : déséquilibre spectral, lumière bleue.

La Direction a convenu de l'erreur d'avoir remplacé un pavé existant pour un pavé LED d'où l'utilité de demander des avis en amont des travaux.

Les préconisations :

Importance de l'équilibre sources naturelles et artificielles de lumière.

- retirer les films teintés (à voir avec propriétaire) ;
- installer des stores à lamelles horizontales de couleur clair et mat ;
- zoner l'éclairage en fonction de la distance par rapport aux fenêtres ;
- installer des variateurs de luminosité ;
- remplacer les lampes de bureau par des lampes à éclairage indirect ou sur pied.

La Direction n'a donné aucune information quant à la réalisation de ces préconisations.

Douane

- achat en cofinancement de gilets multipoches (cf Point RSST Douane)

Intervention du Procureur de la République – Thierry DRAN

M. Dran après une brève présentation du système judiciaire Français a détaillé l'ensemble des actions pouvant être mise en œuvre pour la protection des fonctionnaires suite à des agressions verbales (injures ou menaces) ou physiques.

Il a insisté sur le fait qu'il n'est pas nécessaire de déposer une plainte pour l'engagement de poursuite par le Parquet envers les contrevenants. Le procureur décide seul de la mise en œuvre de l'action publique.

La politique du procureur en la matière est de ne rien laisser passer. Même si la plainte n'est pas obligatoire, elle est préférable. Il a aussi rappelé la possibilité pour les agents de se domicilier sur son lieu de travail si craintes de représailles. Dans l'ensemble, il trouve que les fonctionnaires supportent des comportements inadmissibles : les agents ne doivent pas tolérer d'être maltraité.

2 cas possibles :

soit l'Administration réalise un signalement, article 40, pas besoin de plainte

soit plainte de l'agent visé au commissariat pour lequel l'Administration peut prendre rendez-vous

L'agent a le droit d'être assisté par un avocat. Une association des victimes existe et peut orienter l'agent dans ses démarches.

DDFIP – ASR 2019 – fermeture des trésoreries

Solidaires Finances n'a pas souhaité donner suite à la demande d'expertise compte tenu des informations complètes communiquées par la DDFIP.

En concertation avec les 2 autres OS présentes, nous avons réclamé la réalisation d'une expertise ergonomique sur l'aspect mobilier et sur l'aspect organisation du travail pour l'ensemble des sites accueillants.

Il a été convenu avec la DDFIP de réaliser cette expertise dès l'installation pour l'aspect mobilier et de laisser du temps pour l'aspect organisation du travail.

Solidaires Finances sera vigilant sur le respect des engagements de la DDFIP.

S'agissant de l'avis sur les fermetures de trésoreries, nous avons bien entendu voter contre.

Pour autant, au-delà du principe, il n'est pas admissible que des agents soient mutés par obligation sur des résidences non souhaitées. Pour Solidaires Finances, il est important d'ouvrir rapidement des discussions sur des solutions alternatives aux fermetures, notamment le travail à distance, afin de maintenir nos emplois et nos missions. Nous rappelons notre opposition aux maisons de service au public, maisons gérées par le Préfet et qui ne garantissent pas le maintien de nos emplois, bien au contraire.

Rapports et bilans d'activité 2017 de la médecine de prévention

Solidaires Finances regrette l'absence des Drs Jouffrey et Benderbous pour la présentation de l'activité 2017 des 3 médecins de prévention en septembre 2018...

Un constat récurrent, la médecine de prévention dispose de très faibles moyens : des docteurs à mi-temps, pas de personnel administratifs et un budget famélique.

Points divers

DDFIP - Réorganisation SIP Chambéry

Démonstration de nouveau de l'absence de préparation de réaménagement au sein d'un service. Si nous ne contestons pas le fond, la forme ne respecte pas les enjeux des conditions de travail de l'ensemble des agents du service. D'un espace, jusqu'alors ouvert, les fameux « open-space », la Direction accepte la fermeture partielle avec des conséquences non prises en compte dans leur globalité.

Le plus navrant, dans une situation de budget contraint : la Direction choisit la solution la plus coûteuse...

DDFIP - Travail à distance – Centre des Impôts Fonciers de Moûtiers

Ce point est à l'ordre du jour du prochain Comité Technique Local (CTL). Le directeur a motivé cette solution par la difficulté à pourvoir les emplois sur le site de Moûtiers. Les agents concernés (2 agents ALD) exerceront un travail de soutien ponctuel.

Solidaires Finances s'interroge sur les modalités de mise en place de cette expérimentation « sauvage » : aucune information préalable, quel protocole d'échanges entre les agents, quelles missions, modalité du pilotage... de nombreuses questions sans réponses.

Le Directeur s'est engagé sur la production d'un retour d'expérience auprès du CHSCT.

Les nouveaux modes de travail, télétravail et travail distant, réclament un cadrage important et partagé pour préserver les conditions de tous les agents.

Vos représentants Solidaires Finances :

Titulaires

Bernard Ballet, Douanes 09-70-27-37-14

Thierry Schutters, DDFIP 04-79-60-40-34

Anne-Marie Revel, DDFIP 04-79-83-53-18

Suppléants

Martine JeanJacquot, DDFIP 04-79-96-72-09

Fabrice Delasalle, DDFIP 04-79-35-28-29

Nicolas Boudoux, Douanes 09-70-27-35-66

Expert pour ce CHSCT

Laurent Mariolle Douanes 09-70-37-34-39

